

L'eau, c'est la vie

de Ban Ki-moon

À l'ONU, nous célébrons le 22 mars la Journée mondiale de l'eau. Nous ne comptons pas que tout le monde cesse ce jour -là de vaquer à ses occupations pour observer une minute de silence – mais peut-être le faudrait-il. Toutes les 20 secondes, un enfant meurt d'une maladie associée au manque d'eau salubre. Au total, ce sont 1,5 million de jeunes vies qui sont ainsi fauchées chaque année de façon absolument inadmissible.

Plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde vivent dans des conditions d'hygiène et d'assainissement épouvantables. Leur venir en aide permettrait non seulement de réduire le nombre de morts mais également de protéger l'environnement, d'atténuer la pauvreté et de promouvoir le développement. C'est sur l'eau en effet que reposent une grande partie de nos activités dans ces domaines.

L'eau est essentielle à la survie. À la différence du pétrole, on ne lui connaît pas de substitut. Mais aujourd'hui, les ressources en eau douce sont fortement mises à contribution. L'accroissement de la population aggravera le problème, le changement climatique aussi. La soif de l'économie mondiale sera à la mesure de sa croissance.

Comme c'est le cas pour le pétrole, les problèmes provoqués par la pénurie d'une ressource essentielle tendent à se propager au-delà des frontières. International Alert a identifié 46 pays abritant 2,7 milliards d'habitants où les crises relatives aux changements climatiques ou à l'eau risquent de faire naître de violents conflits, auxquels il faut en ajouter 56 autres, comptant 1,2 milliard de personnes, où l'instabilité politique menace. Ensemble, ces pays représentent plus de la moitié du monde.

Il ne s'agit pas de riches ou de pauvres, du Nord ou du Sud. En prévision des Jeux olympiques, la Chine détourne des centaines de millions de mètres cubes d'eau vers Beijing, ville sujette à la sécheresse, mais on s'attend à ce que les pénuries persistent pendant des années. En Amérique du Nord, le puissant Colorado atteint rarement la mer. Un tiers des États-Unis et un cinquième de l'Espagne sont soumis à un stress hydrique.

Le système hydrographique du lac Tchad, en Afrique centrale, fait vivre quelque 30 millions de personnes. Or, en 30 ans, il a rétréci jusqu'à n'occuper plus qu'un dixième de sa superficie antérieure, à cause de la sécheresse, du changement climatique, d'une mauvaise gestion et de la surexploitation. Au cours de mon voyage au Brésil cet automne, j'ai dû renoncer à descendre un des principaux affluents de l'Amazone. Son lit était à sec.

L'année dernière, je n'ai pas arrêté de tirer le signal d'alarme au sujet du changement climatique. Mes efforts ont abouti à la « feuille de route de Bali », laquelle ouvre la voie à des négociations au sujet d'un traité juridiquement contraignant qui limiterait les émissions de gaz à effet de serre et prendrait la relève du Protocole de Kyoto lorsque celui-ci viendra à expiration en 2012. Cette année, je mettrai la même énergie à sensibiliser le public aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Ces objectifs, ou OMD comme on les appelle, prévoient, entre autres choses, que d'ici à 2015 le nombre de personnes privées d'accès à une eau salubre devra avoir diminué de moitié. Il s'agit là d'une visée d'une importance cruciale. Quand on se penche sur les problèmes qui se posent en matière de santé et de développement aux plus démunis parmi les pauvres dans la population mondiale – je veux parler de maladies comme le paludisme ou la tuberculose, de l'augmentation du coût des denrées alimentaires ou encore de la détérioration de l'environnement – on constate souvent que l'eau est le dénominateur commun.

En septembre, j'organiserai à New York un sommet sur la réalisation des objectifs, en particulier en Afrique, auquel seront conviés des dirigeants du monde entier. Dans l'intervalle, nous devons commencer à réfléchir à de meilleures stratégies de gestion de l'eau – de façon à l'utiliser à bon escient et à la partager de manière équitable, ce qui suppose des partenariats faisant appel non seulement aux gouvernements mais aussi à des groupes de la société civile, à des particuliers et à des entreprises.

Cette prise de conscience ne fait que commencer. Mais on observe déjà des signes encourageants, en particulier dans le secteur privé. Les entreprises ont longtemps été considérées comme des coupables. Les cheminées des centrales électriques polluent l'air que nous respirons, les déchets industriels salissent nos rivières. Mais les choses changent. Aujourd'hui, les entreprises s'efforcent de plus en plus d'être associées à la solution plutôt qu'au problème.

Au début du mois, les membres du Pacte mondial, la plus grande initiative de responsabilisation sociale des entreprises qui existe aujourd'hui, se sont réunis à New York pour parler de l'eau. Ensemble, les entreprises présentes dans la salle représentaient au total un capital de près de 500 milliards de dollars et avaient du personnel dans quelque 200 pays.

Le thème principal? Passer de la simple utilisation à une gestion avisée. Cela veut dire en termes pratiques s'engager aux côtés de l'ONU, des gouvernements et des groupes de la société civile à protéger ce qui devient une ressource de plus en plus rare et à veiller à ce que les collectivités locales en aient leur part.

Tout voyage est la somme de multiples petits pas et on a parlé de cela aussi. Une grande entreprise du textile a expliqué comment elle s'employait, de concert avec les pouvoirs publics locaux et les agriculteurs, à préserver les bassins versants là où le coton était cultivé. Un fabricant de jeans prévoit de modifier ses étiquettes, en conseillant le lavage à froid et le séchage à l'air pour économiser l'eau.

Bien sûr c'est une goutte dans la mer. Mais j'y vois la première vague d'une marée de changements.

L'auteur est le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.